



United Nations  
Educational, Scientific and  
Cultural Organization

Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

Organización  
de las Naciones Unidas  
para la Educación,  
la Ciencia y la Cultura

Организация  
Объединенных Наций по  
вопросам образования,  
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة  
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、  
科学及文化组织

ED/EFA/2007/ME/18

Paris, April 2007

Original: English



## L'éducation prise pour cible

# L'éducation prise pour cible

**Etude globale sur la violence politique et militaire visant le personnel éducatif, les étudiants, les enseignants, les membres de syndicats d'enseignants et de gouvernements et les institutions éducatives**

Commandée par la Section de coordination de l'EPT, Division de la coordination des priorités des Nations Unies en matière d'éducation, Secteur de l'éducation, UNESCO

Auteur: Brendan O'Malley

Sous embargo jusqu'au 27 avril 2007

Copyright UNESCO 2007

Cette étude est dédiée à Safia Ama Jan, qui a milité avec un grand courage en faveur de la scolarisation des jeunes filles afghanes, avant d'être assassinée devant son domicile de Kandahar en septembre 2006. Ce rapport vise à mieux faire comprendre l'ampleur des violentes attaques, politiques et militaires, auxquelles sont confrontées les personnes engagées dans le domaine de l'éducation, qu'il s'agisse d'étudiants, de membres du personnel enseignant, de syndicalistes, d'administrateurs ou de hauts responsables, et de suggérer des axes d'action permettant de faire face à ce problème.

## **L'ampleur des attaques**

Le nombre d'attaques visant étudiants, membres du personnel éducatif et institutions éducatives a considérablement augmenté au cours des trois dernières années. Mais le nombre de ces événements peut n'être que le reflet d'une évolution du degré des conflits, et les caractéristiques des incidents non signalés peuvent aller dans un autre sens.

Il s'agit notamment d'attentats à la bombe, d'assassinats, d'enlèvements, de détentions illégales et de tortures visant des membres du personnel éducatif, des étudiants, de hauts responsables et des syndicalistes de l'éducation ainsi que des attentats à la bombe et des incendies perpétrés contre des établissements éducatifs, ou encore la fermeture forcée d'institutions éducatives. On peut y ajouter le recrutement forcé d'enfants soldats et l'enrôlement de mineurs âgés de moins de 15 ans, ainsi que les menaces proférées à l'encontre de toutes ces personnes.

Selon le rapport, "la très nette augmentation des attaques contre des membres du personnel éducatif, des étudiants et des institutions au cours des trois dernières années est le fruit d'une tactique odieuse consistant à sacrifier, à des fins purement politiques ou idéologiques, les vies de jeunes innocents et de personnes dont le seul crime est d'avoir tenté d'aider ces derniers à développer leur potentiel. Elles ont également un effet dévastateur sur les services d'éducation dans les pays les plus durement touchés."

Ces attaques sont souvent perpétrées par des groupes armés subversifs, séparatistes ou sectaires, ou bien par des forces paramilitaires soutenues par l'Etat, des forces de sécurité nationales ou des troupes d'occupation.

Les pays ayant enregistré le plus grand nombre d'attaques contre des cibles appartenant au secteur de l'éducation au cours des dernières années sont notamment:

AFGHANISTAN: 62 attentats à la bombe, incendies volontaires et tirs de missiles contre des cibles éducatives en 2005 et 88 en 2006, auxquels on peut ajouter 37 tentatives d'attaques.

COLOMBIE: 310 enseignants ont été assassinés entre 2000 et 2006 et 11 000 enfants âgés de 7 à 13 ans ont été enrôlés comme combattants en 2003.

IRAQ: 280 universitaires ont été tués depuis la chute de Saddam Hussein, 296 membres du personnel éducatif ont été assassinés en 2005, et 180 enseignants ont été exécutés entre février et novembre 2006.

MYANMAR: En 2002, environ 70 000 enfants soldats ont été enrôlés, dont un grand nombre dans l'armée nationale, et certains ont été recrutés de force alors qu'ils n'avaient que 11 ans.

NEPAL: entre 2002 et 2006, 10 600 enseignants et 22 000 étudiants ont été séquestrés par des Maoïstes, 734 enseignants et 1 730 étudiants ont été arrêtés ou torturés, et 79 écoles et une université ont été détruites.

THAÏLANDE: 71 enseignants ont été assassinés et 130 écoles incendiées en 2004-2006.

### **La nature des attaques**

Les attaques perpétrées vont de l'opération sophistiquée de type militaire, comme ce fut le cas lors de la tragédie des otages de l'école de Beslan, à un attentat combinant plusieurs explosions qui ont tué des dizaines d'étudiants à Bagdad. On enregistre aussi l'assassinat d'enseignants dans des établissements scolaires; l'enlèvement de milliers d'enfants dans le but d'en faire des enfants soldats; le bombardement d'écoles par des tirs d'obus et de roquettes provenant de forces d'occupation et l'utilisation de ces lieux

comme bases militaires; ou bien des actes de barbarie isolés tels que le viol d'une enseignante de Bagdad dont le corps a été mutilé, suspendu devant son école et laissé exposé des jours durant, ou encore l'assassinat d'un professeur thaïlandais tué par balle et brûlé sous les yeux de ses collègues et élèves terrifiés; et la disparition, silencieuse et sinistre, de membres de syndicats d'enseignants en Colombie.

### **Les motivations**

Les raisons de ces violences varient selon les conflits et au sein de ceux-ci ; elles peuvent être plurielles. Ainsi, les attaques perpétrées contre des écolières en Afghanistan et au Pakistan par des groupes islamistes extrémistes probablement rattachés à Al Qaeda ou aux talibans peuvent être fondées sur la conviction idéologique que l'éducation des filles devrait être interdite. Mais elles peuvent aussi être planifiées dans le but de répandre la terreur et l'instabilité et de saper l'autorité de l'Etat. En Thaïlande, les groupes armés sont motivés par un désir d'autonomie ou de séparatisme à différents degrés. Les enseignants sont parfois choisis comme victimes parce qu'ils sont chargés d'inculquer aux enfants la culture bouddhiste et thaï, à laquelle s'opposent les séparatistes musulmans, ou tout simplement parce qu'ils constituent les cibles les plus faciles parmi les symboles du contrôle étatique.

En Iraq, où les groupes armés ont des objectifs antagoniques, les universitaires peuvent devenir des victimes parce qu'ils sont considérés comme des collaborateurs du régime de Saddam Hussein, ou pour la raison contraire si le point de vue est celui des militants du parti Baas. Cela peut aussi tenir au fait que l'université se trouve dans une zone chiite ou

sunnite; voire même à la volonté de certains groupes armés de liquider l'élite intellectuelle du pays afin de préparer l'instauration d'une théocratie.

## **Les répercussions sur les services d'éducation**

Dans les pays les plus durement touchés, les actes de violence ont des effets dévastateurs sur l'éducation.

Sachant que sur les 77 millions d'enfants non scolarisés dans le monde, au moins 40 pour cent vivent dans des pays en situation de conflit ou de postconflit, il est essentiel de comprendre les conséquences des attaques contre l'éducation si l'on veut parvenir aux objectifs de l'Education pour tous dans le monde entier.

Actuellement, le pays le plus durement frappé par ces attaques est l'Iraq, où le nombre d'attentats et de morts atteint des sommets qui risquent d'entraîner l'effondrement des systèmes scolaire et universitaire.

Trente pour cent seulement des 3,5 millions d'élèves irakiens assistent aux cours, alors qu'ils étaient encore 75% lors de la précédente année scolaire. Les universités de Bagdad signalent une diminution de l'assiduité de 40%, et dans certains départements un tiers des élèves seulement se rendent encore en classe. Plus de 3 000 universitaires ont fui le pays.

## **Mesures préventives**

**Les réponses classiques** sont les suivantes : recruter des gardes et des escortes armés pour le transport scolaire, apprendre aux enseignants à se servir d'une arme, ou envoyer des troupes supplémentaires dans la région concernée pour tenter de juguler la violence généralisée.

En Afghanistan, on étudie des **solutions alternatives** telles que le suivi des menaces et la mobilisation des communautés locales face aux agresseurs, ainsi que le regroupement des classes dans les maisons de villageois, hors de la vue des agresseurs.

En Iraq, on encourage les chercheurs universitaires à travailler depuis leur domicile. On essaie d'avoir recours à l'enseignement à distance grâce à la télévision et à la radio.

A l'échelle internationale, on utilise les **instruments de protection des droits de l'homme** pour tenter de mettre fin à la torture et la détention illégale d'enseignants et d'étudiants ainsi qu'au recrutement d'enfants soldats. Des investigations conduites actuellement par le Tribunal pénal international portent sur des attaques visant des institutions éducatives, car ces actes constituent un crime de guerre. Mais il faudrait déployer davantage d'efforts afin que la protection des enseignants et des universitaires s'inscrive dans les lois internationales relatives aux droits de l'homme et que les instruments juridiques existants mettent l'accent sur la protection des écoles et des universités et sur le système éducatif.

## **Vers la constitution de sanctuaires**

L'un des obstacles à la prévention des agressions réside dans le fait que les parties belligérantes considèrent que l'éducation n'est pas neutre. Les spécialistes reconnaissent qu'il faut accorder davantage d'attention au fait que l'éducation peut devenir un facteur de tension et de conflit, en particulier si certains groupes sont privés de l'accès à une éducation de qualité ou si celle-ci est perçue comme imposant une culture étrangère dans une région donnée. Ecoles sans murs, bâtiments délabrés, manque de manuels scolaires, exclusion des minorités, programmes incitant à la haine, cours dans une langue non

maternelle, refus de prendre en compte dans l'enseignement les croyances, la culture et l'histoire des communautés locales ou minoritaires, existence de systèmes parallèles et inégalité des ressources, nominations sectaires, manque de transparence dans l'administration des institutions, nombreuses sont les raisons qui peuvent amener des groupes armés à viser des lieux d'apprentissage dans le cadre d'un combat plus général. Dans certains contextes, des compromis au sujet de ces questions permettraient d'éviter la propagation des tensions. Les interventions d'urgence ont déjà démontré que l'éducation pouvait aider à stabiliser les situations de postconflit. Désormais, le défi dans les pays touchés par un conflit est de créer des écoles et des universités inclusives et propices à l'apprentissage, débarrassées du sectarisme et des ingérences politiques, en attribuant à chacune des parties un rôle dans la protection de ces institutions. Elles pourraient alors devenir des sanctuaires ou des havres de paix, prônant la tolérance et la compréhension, atténuant les tensions et contribuant aux efforts destinés à résoudre les conflits à plus grande échelle.

## **Conclusions et recommandations**

Dans sa conclusion, le rapport reconnaît que les attaques visant des étudiants, des institutions et le personnel éducatif ont considérablement augmenté dans un grand nombre de pays et que ceci porte gravement atteinte aux services et aux opportunités d'éducation dans les pays les plus durement touchés.

Le rapport présente une série de recommandations découlant de ses conclusions et ses analyses, notamment:

- Si la communauté internationale souhaite réellement parvenir à l'Education pour tous et atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement dans la sphère éducative, elle doit sans plus attendre concentrer toute son attention sur les conséquences alarmantes des attaques violentes prenant pour cible l'éducation et tout faire pour que de tels actes ne restent plus impunis.
- Pour le moment, les mécanismes internationaux permettant de surveiller ces événements sont limités et le rapport recommande la création d'une base de données mondiale accessible à tous afin de faciliter l'observation (ampleur, nature et cibles) des attaques, ainsi que les recherches qualitatives sur leurs motivations.
- Il est urgent d'étendre l'application des instruments de protection des droits de l'homme aux violations concernant des étudiants, des enseignants, des universitaires, des membres de syndicats et des hauts responsables de l'éducation, et les gouvernements et organismes intergouvernementaux doivent rapidement déterminer les conditions d'adhésion à ces instruments lorsqu'ils négocient des accords commerciaux ou des programmes d'aide avec les belligérants. Ces conditions devraient imposer la fin de l'impunité pour les actes visant les institutions et le personnel éducatif, et notamment la détention illégale, la torture ou l'assassinat de syndicalistes.
- Les récents efforts internationaux destinés à faire pression pour que des mesures soient prises contre le recrutement d'enfants soldats devraient être étendus aux

attaques contre des écoles, universités et organismes travaillant dans le domaine de l'éducation, ainsi qu'à la protection des systèmes éducatifs, afin que les écoles et les universités deviennent des sanctuaires protégés de la violence militaire et politique.

- Il conviendrait d'allouer davantage de ressources au Tribunal pénal international afin qu'un plus grand nombre de cas touchant l'éducation puissent être jugés et que le pouvoir de dissuasion du Tribunal soit renforcé.
- Des mesures urgentes devraient être prises pour que l'éducation ne soit plus un facteur attisant les conflits et qu'elle permette, au contraire, de les résoudre. Cela suppose la création d'écoles inclusives et propices à l'apprentissage, tenant compte des cultures et des langues locales et fonctionnant dans un esprit de paix et de tolérance. Cela signifie également qu'il faut préconiser la transparence et l'élimination des ingérences politiques et sectaires dans l'administration des universités, ainsi qu'un engagement en faveur de la liberté et de l'autonomie de l'enseignement.